



19 septembre 2018

(18-5795)

Page: 1/5

Original: anglais

**RUSSIE – MESURES AFFECTANT L'IMPORTATION DE MATÉRIELS
FERROVIAIRES ET LEURS PARTIES**

**DÉCLARATION D'UN AUTRE APPEL PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE AU
TITRE DE L'ARTICLE 16:4 ET DE L'ARTICLE 17:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD
SUR LES RÈGLES ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES
DIFFÉRENDS (MÉMORANDUM D'ACCORD), ET AU TITRE DE LA
RÈGLE 23 1) DES PROCÉDURES DE TRAVAIL
POUR L'EXAMEN EN APPEL**

La communication ci-après, datée du 3 septembre 2018 et adressée par la délégation de la Fédération de Russie, est distribuée aux Membres.

1. Conformément à l'article 16:4 et à l'article 17:1 du Mémoire d'accord, la Fédération de Russie notifie à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *Russie – Mesures affectant l'importation de matériels ferroviaires et leurs parties* (WT/DS499) ("rapport du Groupe spécial"). Conformément à la règle 23 1) des Procédures de travail pour l'examen en appel (WT/AB/WP/6, 16 août 2010) ("Procédures de travail"), la Fédération de Russie dépose simultanément la présente déclaration d'un autre appel auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

2. Pour les raisons développées dans ses communications à l'Organe d'appel, la Fédération de Russie fait appel et demande à l'Organe d'appel d'infirmer ou de modifier certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et interprétations du droit données par celui-ci dans le présent différend.

3. Conformément à la règle 23 2) c) iii) des Procédures de travail, la présente déclaration d'un autre appel fournit une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial contenant les erreurs alléguées de droit et d'interprétation du droit, sans préjudice de la capacité de la Fédération de Russie de mentionner d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans le contexte de son appel.

I. Appel concernant l'erreur faite par le Groupe spécial dans son interprétation et son application de l'article 6:2 du Mémoire d'accord dans sa décision préliminaire

4. La Fédération de Russie demande que l'Organe d'appel examine l'interprétation et l'application faite par le Groupe spécial de l'article 6:2 du Mémoire d'accord dans sa décision préliminaire. Dans son examen de l'allégation de la Fédération de Russie dans la décision préliminaire, le Groupe spécial a fait plusieurs erreurs.

5. Premièrement, le Groupe spécial a fait erreur en concluant que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Ukraine énonçait clairement le problème conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord, en reliant de manière appropriée les mesures en cause au fondement juridique.

6. En conséquence, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel:

- de constater que le Groupe spécial a fait erreur dans son analyse juridique figurant aux paragraphes 7.40 et 7.41;
- d'infirmar les constatations du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.39 et 7.43.

7. Deuxièmement, le Groupe spécial a fait erreur en constatant que, en ce qui concerne la troisième mesure, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Ukraine avait indiqué une mesure spécifique en cause, en particulier:

- le Groupe spécial a fait erreur en omettant de déterminer le sens de la troisième mesure considérée telle qu'elle était libellée;
- le Groupe spécial n'a pas reconnu que les communications écrites de l'Ukraine ne confirmaient ni les mots utilisés pour la description de la troisième mesure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, ni l'interprétation donnée par le Groupe spécial de la troisième mesure.

8. En conséquence, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel:

- de constater que le Groupe spécial a fait erreur dans son analyse figurant aux paragraphes 7.93, 7.97, 7.98 et dans son inférence figurant au paragraphe 7.29 de son rapport;
- d'infirmar les constatations du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.99, 7.102 (phrases deux et trois), 7.103 et 7.104 de son rapport;

9. Troisièmement, le Groupe spécial a fait erreur dans sa conclusion selon laquelle le Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière était indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial avec un degré de précision suffisant pour définir la troisième mesure.

10. Par conséquent, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel:

- d'infirmar les paragraphes 7.100 à 7.104 et, de manière correspondante, le paragraphe 7.829 (première phrase) du rapport du Groupe spécial;
- de conclure que la troisième mesure n'a pas été indiquée de manière appropriée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour relever du mandat du Groupe spécial.

11. Sur la base de ce qui précède, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmar la conclusion formulée par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 a) i) selon laquelle la Fédération de Russie n'a pas établi que la demande d'établissement d'un groupe spécial était incompatible avec l'article 6:2 du Mémoire d'accord.

12. En conséquence, la Fédération de Russie demande également à l'Organe d'appel d'infirmar les constatations et conclusions du Groupe spécial concernant les allégations de l'Ukraine au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 et de l'article III:4 du GATT de 1994 (sections 7.5.3 – 7.5.3.4 et 7.5.4 – 7.5.4.4, et les paragraphes correspondants, 8.1 d) iv) et 8.1 d) v) du rapport du Groupe spécial).

II. Appel concernant l'erreur du Groupe spécial dans son interprétation et son application des articles 6:2, 7:1 et 11 du Mémoire d'accord dans ses constatations selon lesquelles la troisième mesure de l'Ukraine relevait de son mandat

13. La présente partie de l'appel de la Fédération de Russie concerne plusieurs constatations faites par le Groupe spécial au cours de son analyse de la troisième mesure, décrite par l'Ukraine dans sa première communication écrite, en réponse à l'allégation de la Fédération de Russie selon laquelle cette mesure ne relève pas du mandat du Groupe spécial. Le Groupe spécial a fait erreur dans sa conclusion et des constatations connexes selon lesquelles la troisième mesure de l'Ukraine, telle qu'elle était décrite dans la première communication écrite de l'Ukraine, déterminée et modifiée ultérieurement par le Groupe spécial, relevait du mandat du Groupe spécial, en particulier:

14. Premièrement, le Groupe spécial a commis des erreurs juridiques au titre des articles 6:2, 7:1 du Mémorandum d'accord en formulant les constatations suivantes liées à son analyse de la question de savoir si la mesure décrite par l'Ukraine dans sa première communication écrite relevait du mandat du Groupe spécial:

- toute contestation visant la prescription alléguée en matière de non-reconnaissance relève du mandat du Groupe spécial;
- la troisième mesure de l'Ukraine concerne une prescription alléguée dont les autorités russes estiment qu'elle découle du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière; au titre de cette prescription alléguée en matière de non-reconnaissance, les autorités russes ne doivent pas reconnaître les certificats délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière, à moins que certaines conditions ne soient remplies; une telle condition est que, pour que les certificats délivrés dans un autre pays de l'Union douanière soient reconnus, les produits couverts par ces certificats doivent avoir été produits dans un pays de l'Union douanière; le troisième paragraphe descriptif indique spécifiquement cette condition relative à la production;
- la description de la mesure dans la première communication écrite de l'Ukraine est seulement "quelque peu" différente par rapport à celle de la troisième mesure indiquée dans le rapport du Groupe spécial;
- la référence de l'Ukraine à la "décision" de la Fédération de Russie n'était pas suffisante, en elle-même et à elle seule, pour constater que la mesure contestée par l'Ukraine ne relevait pas du mandat.

15. Par conséquent, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel:

- de conclure que la mesure décrite par l'Ukraine dans sa première communication écrite comme étant "la décision [alléguée] de la Fédération de Russie de ne pas accepter sur son territoire la validité des certificats d'évaluation de la conformité délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière" ne relève pas du mandat du Groupe spécial;
- d'infirmer les constatations du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.823;
- de modifier la constatation du Groupe spécial figurant dans la deuxième phrase du paragraphe 7.827 en supprimant l'expression "quelque peu";
- d'infirmer la constatation du Groupe spécial figurant dans la quatrième phrase du paragraphe 7.828 selon laquelle la référence de l'Ukraine "à la "décision" de la Russie de ne pas reconnaître n'est pas une justification suffisante, en elle-même et à elle seule, pour constater que la mesure contestée par l'Ukraine ne relève pas [du] mandat et pour ne pas examiner les éléments de preuve communiqués par l'Ukraine à l'appui de la troisième mesure".

16. Du fait de la constatation selon laquelle la troisième mesure décrite par l'Ukraine dans sa première communication écrite ne relevait pas du mandat du Groupe spécial, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial concernant l'existence de la mesure en cause figurant dans la section 7.5.1.2 et en particulier au paragraphe 7.861 du rapport du Groupe spécial.

17. Deuxièmement, en ce qui concerne la détermination par le Groupe spécial de la troisième mesure et la modification ultérieure de ses descriptions, le Groupe spécial a commis des erreurs juridiques au titre des articles 6:2, 7:1 and 11 du Mémorandum d'accord en faisant la détermination et les constatations suivantes:

- la détermination selon laquelle il faudrait faire référence à la troisième mesure comme étant "la prescription alléguée en matière de non-reconnaissance découlant du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière", "une prescription générale en matière de non-reconnaissance, dont [le Ministère des transports de la Russie et son Agence fédérale

du transport ferroviaire] estimaient qu'elle découlait du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière tel qu'elles l'interprétaient", "la prescription générale en matière de non-reconnaissance (telle qu'appliquée par les autorités russes identifiées dans les situations où un produit certifié dans un autre pays de l'Union douanière n'aurait pas été produit dans un pays de l'Union douanière)";

- la constatation selon laquelle l'Ukraine a identifié la troisième mesure comme étant "la prescription alléguée en matière de non-reconnaissance découlant du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière";
- la constatation selon laquelle "la prescription en matière de non-reconnaissance ... est soumise à bon droit [au Groupe spécial]".

18. En conséquence, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel:

- d'infirmer la détermination du Groupe spécial figurant dans la première phrase du paragraphe 7.828 selon laquelle il faudrait faire référence à la troisième mesure comme "la prescription alléguée en matière de non-reconnaissance découlant du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière", ainsi que les constatations formulées aux paragraphes 7.850, 7.853, 7.854, 7.861 et 7.881 établissant que la troisième mesure est: "une prescription générale en matière de non-reconnaissance, dont [le Ministère des transports de la Russie et son Agence fédérale du transport ferroviaire] estimaient qu'elle découlait du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière tel qu'elles l'interprétaient" et "la prescription générale en matière de non-reconnaissance (telle qu'appliquée par les autorités russes identifiées dans les situations où un produit certifié dans un autre pays de l'Union douanière n'aurait pas été produit dans un pays de l'Union douanière)";
- d'infirmer la constatation du Groupe spécial figurant dans la troisième phrase du paragraphe 7.828 selon laquelle l'Ukraine a identifié la troisième mesure comme étant "la prescription alléguée en matière de non-reconnaissance découlant du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière";
- d'infirmer la conclusion du Groupe spécial figurant au paragraphe 8.1 d) i) selon laquelle "la prescription en matière de non-reconnaissance ... est soumise à bon droit [au Groupe spécial]".

19. Du fait de la constatation selon laquelle la mesure décrite par l'Ukraine dans sa première communication écrite ou "la prescription en matière de non-reconnaissance" ne relevait pas du mandat du Groupe spécial (au titre du premier ou du deuxième point de la présente partie de l'appel), la Fédération de Russie demande également à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations et conclusions du Groupe spécial concernant l'existence de la mesure en cause (sections 7.5.1.2 – 7.5.1.2.1 du rapport du Groupe spécial) et les allégations de l'Ukraine au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 et de l'article III:4 du GATT de 1994 (sections 7.5.3 et 7.5.4 et les paragraphes correspondants, 8.1 d) iv) et 8.1 d) v) du rapport du Groupe spécial).

III. Appel concernant l'erreur faite par le Groupe spécial dans son interprétation et son application de l'article 11 du Mémoire d'accord aux circonstances en l'espèce

20. Premièrement, le Groupe spécial a fait erreur au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord puisqu'il a continué à formuler des constatations concernant la condition relative à l'enregistrement alléguée et à prendre ces constatations en compte après avoir constaté que cette prescription ne relevait pas de son mandat.

21. Deuxièmement, le Groupe spécial a fait erreur au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord puisqu'il a libéré l'Ukraine de la nécessité d'établir des éléments *prima facie* concernant l'existence de la troisième mesure en tant que seule mesure susceptible d'être contestée au titre du Mémoire d'accord identifiée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

22. Par conséquent, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations du Groupe spécial concernant la troisième mesure formulées aux paragraphes 7.847, 7.849, 7.850 (la troisième et la quatrième phrase), 7.853, 7.854, 7.861, 7.897, 7.899, 7.917 et 7.926 de son rapport.

23. En conséquence, la Fédération de Russie demande aussi à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations et conclusions du Groupe spécial concernant les allégations de l'Ukraine au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 et de l'article III:4 du GATT de 1994 (sections 7.5.3 – 7.5.3.4 et 7.5.4 – 7.5.4.4 et les paragraphes correspondants, 8.1 d) iv) et 8.1 d) v) du rapport du Groupe spécial).

24. Troisièmement, le Groupe spécial a fait erreur dans sa constatation selon laquelle la troisième mesure déterminée par le Groupe spécial existait, en constatant que la prescription "générale" en matière de non-reconnaissance découlait du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière, et en particulier:

- le Groupe spécial a fait erreur dans l'évaluation de la troisième mesure déterminée par le Groupe spécial, en n'examinant pas le texte du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière;
- le Groupe spécial a fait erreur en omettant de constater que l'évaluation du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière révélait la non-existence de la troisième mesure déterminée par le Groupe spécial.

25. De ce fait, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel:

- d'infirmier les constatations du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.823 (la deuxième et la troisième phrase), 7.846, 7.850 (la troisième et la quatrième phrase) et 7.851, dans la mesure où "[l]a question de savoir si le Ministère et l'Agence fédérale avaient ou non le pouvoir d'interpréter ledit règlement et s'ils l'ont ou non interprété correctement n'est pas pertinente pour [l']analyse [du Groupe spécial]"; et aux paragraphes 7.852, 7.853 et 7.854;
- d'infirmier la constatation du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.861 du rapport du Groupe spécial selon laquelle "il a été démontré que la troisième mesure existait" et la constatation figurant dans le même paragraphe selon laquelle "les éléments de preuve versés au dossier étayaient la conclusion qu'à la date d'établissement du présent Groupe spécial le Ministère des transports et son Agence fédérale du transport ferroviaire appliquaient une prescription générale en matière de non-reconnaissance, dont ces autorités estimaient qu'elle découlait du Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière tel qu'elles l'interprétaient".

26. Enfin, si l'Organe d'appel devait constater que le Groupe spécial a fait erreur dans ses conclusions concernant l'existence de la troisième mesure, la Fédération de Russie demanderait l'infirmer des constatations et conclusions du Groupe spécial concernant les allégations de l'Ukraine au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 et de l'article III:4 du GATT de 1994 (sections 7.5.3 – 7.5.3.4 et 7.5.4 – 7.5.4.4 et les paragraphes correspondants, 8.1 d) iv) et 8.1 d) v) du rapport du Groupe spécial).
